



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE L'HERAULT

Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Languedoc-Roussillon  
Unité Territoriale de l'Hérault  
58 avenue Marie de Montpellier  
34000 – MONTPELLIER

Montpellier, le 13 Juin 2012

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE  
L'ENVIRONNEMENT ET DES RISQUES SANITAIRES  
ET TECHNOLOGIQUES

Affaire suivie par Célia DERONZIER  
[celia.deronzier@developpement-durable.gouv.fr](mailto:celia.deronzier@developpement-durable.gouv.fr)  
Tél. : 04.34.46.63.58 – Fax : 04 34 46 63 64

N/ réf. : UT34/H4/CD/CD/2012/138 

Séance du 28 juin 2012

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

- Objet :** Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.  
Demande d'autorisation d'exploiter temporaire - Société AUBORD RECYCLAGE  
à Sète (Zone portuaire)
- Référence :** Courrier préfectoral daté du 09 février 2012 saisissant l'avis de l'inspection des  
installations classées sur le dossier de demande d'autorisation complété - Dossier  
initial transmis le 09 février 2012
- Site concerné :** AUBORD RECYCLAGE  
Môle Saint Louis  
34200 Sète
- Siège social:** AUBORD RECYCLAGE  
ZAC Grand Terre  
Rue Hubert Reeves  
30620 AUBORD
- Responsable :** Monsieur Denis BONDON, gérant de la société AUBORD RECYCLAGE
- Activité principale :** Récupération de déchets / Recyclage



<b><u>Annexe 1</u></b> :	Projet de prescriptions techniques
<b><u>Annexe 2</u></b> :	Plan de localisation des installations
<b><u>Annexe 3</u></b> :	Zone d'effets thermiques

Par transmission citée en référence, Monsieur le Préfet de l'Hérault a adressé à l'Inspection des Installations Classées, le dossier de demande d'autorisation d'exploiter temporairement des installations de démantèlement de bateaux présenté par la Société AUBORD RECYCLAGE, pour instruction et rapport devant le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

Le présent rapport a pour objet de proposer à Monsieur le Préfet de l'Hérault, après avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, d'autoriser la société AUBORD RECYCLAGE, sous réserve du respect des prescriptions jointes en annexe.

## **I - OBJET DE LA DEMANDE**

### **I-1 – Caractéristiques**

La demande d'autorisation porte sur un nouveau projet. Elle vise la création d'une activité temporaire de démantèlement de bateaux (thoniers et chalutiers) sur la commune de Sète afin de répondre à des demandes ponctuelles. Cette activité devrait durer plusieurs mois. Les bateaux démantelés seront en bois, fer ou résine (plastique).

### **I-2 – Contexte**

Ce projet s'inscrit dans le cadre des plans de sortie de flotte pris ces dernières années par le ministère en charge de la Pêche.

La politique européenne de la pêche vise plusieurs objectifs majeurs, dont la conservation et l'exploitation durable des ressources de la mer. Ainsi, le règlement (CE) n° 1198/2006 du Conseil européen du 27 juillet 2006 a établi, pour la période 2007-2013, un nouveau Fonds européen pour la pêche (FEP). Un de ses cinq axes prioritaires consiste à réduire la pression sur les stocks en équilibrant les capacités de la flotte communautaire par rapport aux ressources disponibles. A ce titre, une aide financière peut être accordée aux pêcheurs et aux propriétaires d'un navire de pêche affectés par les mesures prises pour le retrait définitif des navires de pêche (article 23 du règlement).

Dans ce cadre, la France a mis régulièrement en place des plans de sortie de flotte (PSF) qui débouchent sur :

- la suppression des permis et autres autorisations visés par les plans ;
- la démolition des bateaux.

Un plan de sortie de flotte pour les navires pêchant au chalut en Méditerranée a, ainsi, été pris le 06 avril 2012. Il a été doté de 6 millions d'euros. A la suite de celui-ci, 25 demandes ont été déposées par les pêcheurs méditerranéens auprès des services de la Direction Interrégionale de la Mer Méditerranée (DIRM Méditerranée) en charge de leur instruction. 24 de ces demandes concernent des chaluts de la région Languedoc Roussillon répartis comme suit :

- 6 pour l'Aude et les Pyrénées Orientales ;
- 6 pour le Gard (Grau du Roi) ;
- 12 pour l'Hérault (Sète).

Une liste, classant par ordre de priorité les navires éligibles, est en cours de constitution par la DIRM Méditerranée. Ce classement est fonction de critères tels que le tonnage des navires. La liste sera ensuite transmise, pour validation, aux services du ministère en charge de la Pêche.

Après validation, des projets de conventions établies par la DIRM Méditerranée seront adressés aux armateurs retenus, qui auront 15 jours, à compter de leur notification, pour les retourner signées. Les demandeurs ont ensuite 6 mois, à compter de la décision administrative d'octroi de l'aide par le préfet de Région, pour sortir de flotte leur navire. Ce délai peut être prorogé de 3 mois.

### **I-3 – Installations classées et régime**

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L 512-1 du code de l'environnement au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
2712	R=1 km	A	Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage.  La surface étant supérieure à 50 m <sup>2</sup> .	Opération de démantèlement des bateaux hors d'usage.  La surface du site est d'environ 6950 m <sup>2</sup> et la surface utilisée pour les opérations de démantèlement est de 3000 m <sup>2</sup> maximum.	3000 m <sup>2</sup>
2795	2	DC	Installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de matières dangereuses au sens de la rubrique 1000 de la nomenclature des installations classées ou de déchets dangereux. 2. La quantité d'eau mise en œuvre étant inférieure à 20 m <sup>3</sup> /j.	Lavage des fonds de cales des bateaux. 1 m <sup>3</sup> /j sauf pour les bateaux accidentés n'ayant pu être dépollués préalablement à leur entrée sur l'aire de carénage : 15 m <sup>3</sup> /j	1 m <sup>3</sup> /j en situation normale  15 m <sup>3</sup> /j pour les bateaux accidentés n'ayant pu être dépollués
1220		NC	Emploi et stockage d'oxygène.	3 cadres de 12 bouteilles d'oxygène pour les opérations de découpe.	390 kg
1412		NC	Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature : Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar (stockages réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température.	1 cadre de 12 bouteilles de propane pour des opérations de découpe.	440 kg
1434	1	NC	Liquides inflammables (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435) : 1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles.	Alimentation en carburant de la pelle munie de la cisaille et du groupe électrogène	< 1m <sup>3</sup> /h
1532		NC	Bois sec ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des établissements recevant du public.	1 benne stockée à l'extérieur.	≤ 30 m <sup>3</sup>
2663	2	NC	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) : 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques.	1 benne stockée à l'extérieur.	≤ 30 m <sup>3</sup>
2711		NC	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques.	1 benne stockée à l'extérieur.	≤ 1 m <sup>3</sup>

2713	NC	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712.	Stockage de ferrailles et d'aluminium dans deux bennes de 30 et 10 m <sup>3</sup> . La surface dédiée au stockage est inférieure à 50 m <sup>2</sup> .	< 50 m <sup>2</sup>
------	----	--	--	---------------------

A (autorisation) ou D (déclaration), NC (non classé)

L'établissement ne relèvera pas des établissements prévus au IV de l'article L. 515-8 du code de l'environnement (dit "seveso seuil haut") : aucune rubrique demandée ne dépasse les seuils précisés à la nomenclature visée à l'article R. 511-9 du code de l'environnement et l'application de l'article R.511-10 du code de l'environnement pour les rubriques 1412 et 1432 donne un coefficient de inférieur à 1.

L'établissement ne relèvera pas des établissements visés à l'article 1.2.1 de l'arrêté du 10 mai 2000 (dit "seveso seuil bas") relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

## **2 - PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT**

### **2-1 - Présentation du demandeur**

La société AUBORD RECYCLAGE est spécialisée dans la démolition de véhicules hors d'usage (VHU). Elle dispose d'un site soumis à autorisation selon la législation sur les installations classées, implanté sur la commune d'AUBORD dans le Gard. Le chiffre d'affaire prévisionnel de cette société est estimé à 630 000 k€ pour l'année 2012.

### **2-2 – Site d'implantation** (plan joint en annexe 1)

L'activité sera réalisée sur l'aire de carénage du Port de Sète actuellement utilisée pour des opérations de réparation de bateaux. Le terrain d'une superficie d'environ 6950 m<sup>2</sup>, sera occupé par :

- un bateau au maximum en cours de démantèlement ;
- un bateau au maximum en attente de démolition et en partie dépollué ;
- une aire de levage des bateaux (déjà existante) ;
- des bennes ou containers permettant de stocker les déchets générés par les activités ;
- des postes à découper mobiles utilisant du propane et de l'oxygène utilisés pour démanteler les bateaux ayant une coque métallique ;
- une cisaille utilisée pour les opérations de démantèlement.

L'aire de démantèlement des bateaux proprement dite sera d'une surface maximale de 3 000 m<sup>2</sup> dont l'emplacement sera matérialisé par des barrières mobiles.

## **2-3 – Description des activités**

### ■ activité principale :

Les différentes étapes de l'activité qui sera exercée sur le site seront les suivantes :

Les opérations de dépollution des bateaux concernant les fluides accessibles sans déconstruction des bateaux, seront réalisées avant l'entrée des navires sur le site. Seuls les bateaux débarrassés de leurs graisses, huiles, hydrocarbures, produits chimiques, liquides de refroidissement (et tout autre fluide) et de leur amiante seront admis sur le site.

Les bateaux seront hissés et mis en place par le Port de Sète. Chaque entrée de bateau fera l'objet d'un enregistrement de la part de l'exploitant précisant la date, l'heure, la provenance, les dimensions du navire et le type de coques (bois, métal, plastiques...). Ce registre précisera la date de début et de fin des opérations de déconstruction.

Les fluides n'ayant pu être éliminés avant la déconstruction des bateaux, seront pompés sur le site. Les opérations suivantes seront alors réalisées par une entreprise spécialisée :

- pompage des effluents (eaux hydrocarbonnées) à l'aide d'un camion de pompage. Les effluents seront envoyés vers un centre de traitement agréé ;
- nettoyage de l'intérieur du bateau à l'aide d'eau et de produits nettoyants spécifiques ;
- pompage des effluents de nettoyage à l'aide d'un camion de pompage. Les effluents seront envoyés vers un centre de traitement agréé.

Ces opérations donneront lieu à l'établissement de certificats de nettoyage, de dégazage et d'inertage.

Les opérations de déconstruction se décomposeront en trois étapes principales :

1. le « curage vert » qui consiste à retirer manuellement ou à l'aide d'outils portatifs tout élément ne faisant pas partie de la structure ;
2. le « curage lourd » qui consiste à enlever les différentes cloisons et les divers matériaux restants, manuellement ou à l'aide d'engins ;
3. la déconstruction, qui consiste à démanteler la structure même du navire.

Pour réaliser ces opérations, des pièces seront découpées par chalumeau ou à l'aide d'une cisaille. Ces opérations auront lieu après la phase d'inertage du bateau.

Chaque démantèlement durera entre 25 et 30 jours en moyenne.

### ■ le fonctionnement de l'activité

Les opérations de démantèlement seront réalisées du lundi au vendredi, en général de 08 h 00 à 12 h 00 et de 13 h 00 à 18 h 00. L'effectif sera de 5 personnes.

Une partie des opérations sera traitées à des entreprises compétentes : curage et inertage des bateaux.

### ■ Garanties financières

Les activités visées ne sont pas soumises à l'obligation de constitution de garanties financières.

## **2-4 – Description de l'environnement du projet**

### ■ la vocation de l'usage des sols au sens du PLU

Le site se trouve sur le port de Sète géré par l'Établissement Public Régional Sète Port Sud de France. Il se trouve dans la zone UE3 selon les dispositions du P.O.S de la commune de Sète. Il s'agit d'une zone réservée aux activités (industrie, artisanat, commerce). Sont notamment admises dans ce secteur, les constructions à usage industriel, de commerces, d'artisanat, d'entrepôts commerciaux et les installations classées.

### ■ Environnement urbain et industriel du site

L'environnement immédiat du site est composé :

- au Nord, par une voie pavée d'accès au phare Saint-Louis, une zone de stockage de carburant, une aire de stockage réservée aux pêcheurs, des bâtiments abritant des bureaux et des sanitaires ;
- à l'Ouest par un bâtiment occupé par la Société Nautique de Sète ;
- à l'Est par la Mer Méditerranée ;
- au Sud-Est par un poste de distribution de gasoil et la mer Méditerranée.

L'habitation la plus proche est située à 500 mètres environ à l'Ouest du lieu d'implantation du projet.

## **3 – ANALYSE DE L'IMPACT DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT**

### **3-1 - Intégrations dans le paysage et impacts sur les milieux**

L'établissement sera situé en-dehors de zone d'intérêt écologique faunistique et floristique, de zones importantes pour la conservation des oiseaux. Il se situera à environ 120 mètres de la zone de protection spéciale (ZPS) (Directive « oiseaux ») « Côte Languedocienne ». Selon l'étude d'incidence jointe dans le dossier, le projet n'engendrera pas d'incidence sur la ZPS.

L'établissement sera situé en-dehors de tout périmètre de protection de captage d'eau potable. Il sera également situé en-dehors de périmètres de protection de monuments classés et inscrits.

### **3-2 – Eau**

#### ■ Origine de l'eau et consommation :

Les activités de démantèlement ne nécessiteront pas de prélèvements d'eaux dans les milieux. Les eaux utilisées pour le nettoyage des cales des bateaux seront fournies directement par l'entreprise sous-traitante (les opérations de nettoyage des cales des bateaux seront réalisées en circuit fermé).

Des sanitaires, déjà présents à proximité du site, seront mis à disposition par Port Sud de France.

#### ■ Rejets d'eau :

Les seuls rejets d'eaux seront liés aux eaux pluviales. Il n'y aura pas de nouvelles surfaces imperméabilisées créées dans le cadre du projet.

Le volume annuel d'eau pluvial rejeté est estimé à 4210 m<sup>3</sup>. Les eaux pluviales lessivant le site seront collectées (caniveau existant) puis traitées par le séparateur à hydrocarbures déjà présent sur l'aire de carénage, avant rejet en mer. L'entretien du caniveau de collecte, du poste de relevage et du séparateur, ainsi que le contrôle du bon fonctionnement du poste de relevage sont gérés par l'EPR Port Sud de France et font l'objet d'un contrat de maintenance.

#### ■ SDAGE :

Les préconisations du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin versant Rhône Méditerranée, approuvé en novembre 2009, ont été prises en compte, en particulier les orientations 2 (concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques), 5C (lutter contre les pollutions par les substances dangereuses), 6B (prendre en compte, préserver et restaurer les zones humides) et 8 (gérer les risques d'inondation en tenant compte du fonctionnement naturel des cours d'eau). Selon l'analyse faite par le pétitionnaire, son projet est compatible avec ces préconisations.



### 3-3 – Air

En fonctionnement normal, les sources potentielles de pollutions atmosphériques seront liées à la circulation des véhicules à moteur, la pelle à grappin et la presse-cisaille (Il n'y aura pas d'opération de sablage, de décapage ou d'application de peinture). Des poussières pourront être générées lors des opérations de découpe.

Afin de réduire les impacts, la circulation des poids lourds sera limitée à la zone entre l'entrée du site et la zone de chargement des déchets, la vitesse sera limitée, les camions en attente seront tenus de couper leur moteur.

### 3-4 – Impacts sur les sols et les sous-sols

Selon le demandeur, les risques de pollution de sols et de sous-sols pourront provenir d'un déversement accidentel de liquides. Les aménagements nécessaires seront mis en place (rétentions) ou existent déjà (séparateur à hydrocarbures) pour éviter ce type de pollution.

### 3-5 – Nuisances sonores

Les principales sources de bruit liées à l'activité seront dues :

- aux mouvements des camions pour l'élimination des déchets ;
- à la cisaille ;
- à la déconstruction des bateaux.

Le démantèlement des bateaux sera effectué sur l'aire de carénage (zone portuaire).

Les camions répondront aux normes de fabrication et à la réglementation fixée par le code de la Route limitant les émissions sonores. Les camions en attente seront tenus de couper leur moteur.

Par ailleurs, une campagne de mesures de bruit sera réalisée après le démarrage de l'activité.

### 3-6 – Déchets

Les types de déchets susceptibles d'être générés seront les suivants :

Déchets	Mode de stockage	Quantité extraite sur 6 mois
<b>Déchets non dangereux</b>		
Bois non souillés	1 benne de 30 m <sup>3</sup>	100 tonnes
Plastiques	1 benne de 30 m <sup>3</sup>	350 tonnes
Aluminium	1 benne de 30 m <sup>3</sup>	25 tonnes
Ferrailles	1 benne de 30 m <sup>3</sup>	550 tonnes
Moteurs	1 container étanche et fermé de 10 m <sup>3</sup>	20 tonnes
<b>Déchets dangereux</b>		
Bois souillés	1 benne de 10 m <sup>3</sup>	10 tonnes
Boues de curage du séparateur	Compartiment du séparateur	1 à 2 m <sup>3</sup>
Fluide issus de la dépollution des bateaux	Cuve de 1 m <sup>3</sup> ou camion de dépollution de 30 m <sup>3</sup>	5 m <sup>3</sup> par bateau et 30 m <sup>3</sup> pour bateaux accidentés n'ayant pu être dépollués préalablement à leur entrée sur l'aire de carénage
Batteries	1 box de 1 m <sup>3</sup>	1 tonne
DEEE	1 benne de 1 m <sup>3</sup>	1 tonne

Les déchets seront triés par catégories afin de favoriser leur valorisation. Ils seront ensuite évacués en flux tendus afin de limiter les quantités stockées sur le site.

Le transport, le traitement, les stockages et le transit des déchets seront assurés par des sociétés dûment autorisées et agréées. La traçabilité et le suivi des déchets seront assurés (bons d'enlèvement, bordereaux de suivi des déchets).

Les déchets susceptibles d'émettre des égouttures ou des polluants (moteurs, DEEE, fluides de dépollution, batteries notamment) seront protégés des eaux météoriques (bac fermé par un couvercle étanche) et stockés sur des cuvettes de rétention étanches.

Avant le démarrage des opérations de démantèlement, un organisme expert effectuera un diagnostic sur la présence d'amiante, de peintures à base de plomb ou de trybutylétain et fournira un certificat attestant de la non présence de ces composés. Néanmoins, dans le cas où ces composés seraient découverts lors de la déconstruction, le pétitionnaire fera appel à des entreprises spécialisées et agréées pour leur récupération. Les déchets contenant ces composés seront éliminés dans des centres agréés et une comptabilité précise de ces déchets sera tenue à jour.

### **3-7 – Trafic routier**

Le trafic global sera au maximum de 30 mouvements par jour (dont 10 mouvements de camion / jour), ce qui représentera 0,2 % du trafic total de la RD600.

### **3-8 – Impact Santé**

Le risque sanitaire lié aux émissions de poussières et de gaz d'échappement sera très limité. Les conclusions de l'évaluation des risques sanitaires indique que l'activité ne présentera pas de risque inacceptable sur la santé.

### **3-9 – Utilisation rationnelle de l'énergie**

AUBORD RECYCLAGE disposera d'une seule source d'énergie, le gasoil. La consommation de gasoil représentera environ 10 m<sup>3</sup> pour 6 mois.

### **3-10 – Remise en état du site**

Le pétitionnaire indique que l'ensemble du cahier des charges et du règlement d'exploitation définis par Port Sud de France pour l'aire de carénage sera respecté : celui-ci demande notamment que les déchets et tous les objets et matériels utilisés soient enlevés.

La municipalité de Sète a été consultée par le pétitionnaire (courrier du 30 janvier 2012) sur ces conditions de remise en état. Aucune observation n'a été adressée à la société AUBORD. Aussi, conformément aux dispositions de l'article R 512-6-7° du code de l'environnement, l'avis de Monsieur le Maire de Sète est réputé favorable.

## **4 – SYNTHÈSE DE L'ÉTUDE DES DANGERS**

### **4-1 – Accidentologie et potentiels de dangers**

L'accidentologie réalisée par le pétitionnaire s'appuie sur les bases documentaires Aria/Barpi du ministère en charge de l'écologie et du développement durable.

Les éléments potentiellement dangereux sont de deux types : ceux liés à l'activité du site et ceux liés à l'environnement du site. Les dangers potentiels associés à l'activité du site sont liés :

- aux opérations de déconstruction ;
- à la présence éventuelle d'eaux hydrocarburées dans les fonds de cales des bateaux ;
- aux stockages.

#### **4-2 – Dangers liés à l'environnement**

Le principal danger lié à l'environnement est le risque inondation. La zone du projet est située à une altitude moyenne d'environ 2,20 mètres NGF. Selon le relevé topographique établi pour le compte d'AUBORD RECYCLAGE, le caniveau de rétention et le séparateur à hydrocarbures sont situés à des côtes comprises entre 2,5 et 2,6 m NGF.

Selon les dispositions du Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI), approuvé le 25 janvier 2012, le projet se situera à cheval sur des zones classées RU (zone rouge urbaine soumise à un aléa fort et où les enjeux sont forts) et BU (zone d'aléa modéré où les enjeux sont forts). L'aléa de référence pour le risque de submersion marine correspond à une tempête marine centennale dont la cote de P.H.E. est estimée à 2,00 m NGF.

D'après le règlement du PPRI, les activités nécessitant la proximité de la mer sont autorisées en zone RU et BU, sous réserve que la surface du 1er plancher aménagé soit calée au minimum à la côte de 2,30 m NGF, et les zones de stockage, les constructions, aménagements ou extensions peuvent être autorisées au niveau du terrain naturel. Le PPRI recommande toutefois que les marchandises et les produits sensibles à l'eau soient stockés au-dessus de la côte de 2,00 m NGF.

Au regard de ces dispositions, le projet sera compatible avec les exigences du PPRI.

Les mesures suivantes seront mises en œuvre pour limiter les risques :

- aucune construction sur le site ;
- quantités de produits dangereux entreposés sur le site limitées ;
- un seul bateau en attente de dépollution ;
- en fonctionnement normal, les bateaux seront dépollués avant d'arriver sur le site ;
- les opérations de nettoyage et d'inertage des cales seront limitées dans le temps (1 à 2 jours sur les 30 jours prévus pour la démolition) ;
- préparation d'un plan de crise inondation en collaboration avec les services compétents de la commune de Sète.

#### **4-3 – Phénomènes dangereux retenus**

L'analyse des potentiels de dangers, de l'accidentologie et des risques liés à l'environnement du site conduit le pétitionnaire à retenir comme phénomène dangereux principal l'incendie généralisé d'un bateau.

L'étude évalue la portée des rayonnements thermiques pour des seuils de 5 kW/m<sup>2</sup> et 3 kW/m<sup>2</sup> afin d'estimer les conséquences dommageables sur l'être humain. Elle détermine également la portée des rayonnements thermiques pour des seuils de 8 kW/m<sup>2</sup> afin d'évaluer les conséquences dommageables sur les structures avoisinantes.

- 5 kW/m<sup>2</sup> : blessures graves et létalités (seuil des effets létaux pour une minute d'exposition) ;
- 3 kW/m<sup>2</sup> : limite des effets irréversibles (brûlures du 1<sup>er</sup> degré après une minute d'exposition) ;
- 8 kW/m<sup>2</sup> : seuil des effets domino correspondant au seuil de dégâts graves sur les structures.

Les conséquences de l'incendie généralisé du plus grand bateau susceptible d'être présent sont évaluées : bateau de 33 mètres de long et de 8,4 mètres de large.

Les distances d'effets sont les suivantes :

Distances d'effets	Flux thermiques (kW/m <sup>2</sup> )	Distance / longueur de la surface en feu (mètres)	Distance / largeur de la surface en feu (mètres)
Distances des effets irréversibles (mètres)	3	22,8	12,5
Distances des premiers effets létaux (mètres)	5	16	9
Distances des effets létaux significatifs (mètres)	8	10,8	6,5

Les flux thermiques de 5 et 8 kW/m<sup>2</sup> ne sortent pas des limites du site. Le flux thermique de 3 kW/m<sup>2</sup> sort légèrement du site sur sa partie Est (façade méditerranéenne).

Le niveau de gravité des effets d'un incendie d'un bateau et la probabilité de survenue de cet accident sont évalués selon les échelles de cotation définies par l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 (relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation).

La gravité retenue pour ce phénomène dangereux est classée comme sérieux et ce phénomène est considéré comme improbable (probabilité de C).

Afin d'éviter des effets sur les installations voisines (effets dominos correspondant à un flux de 8 kW/m<sup>2</sup>), AUBORD RECYCLAGE indique que les distances minimales suivantes seront respectées entre les bateaux et vis-à-vis du poste d'avitaillement :

- 10,8 mètres par rapport à la longueur ;
- 6,5 mètres par rapport à la largeur.

#### **4-4 – Moyens de lutte contre l'incendie**

Les besoins en eau pour la lutte contre l'incendie ont été estimés à 120 m<sup>3</sup> (correspondant à un débit de 60 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures). Une aire de pompage d'eaux de mer sera aménagée afin de répondre à ces besoins. Cette aire sera accessible par une voie laissée dégagée pour les services de secours. Elle sera dimensionnée pour accueillir un fourgon de pompage ayant un débit unitaire de 2 000 l/min. Elle sera matérialisée au sol et au moyen de panneaux.

Selon un relevé topographique de la zone établi pour le compte d'AUBORD RECYCLAGE, l'aménagement du site permettra de confiner 157 m<sup>3</sup> d'eaux incendie (dans le caniveau de récupération des eaux pluviales et en contrebas du site).

#### **4-5 – Autres mesures de maîtrise des risques**

Le site sera équipé d'extincteurs appropriés aux risques.

Par ailleurs, aucun gaz inflammable ne sera stocké à moins de 5 mètres de l'aire de stockage des bouteilles d'oxygène. Le stockage en rack des bouteilles d'oxygène et de propane sera localisé à l'abri des risques de choc sur deux zones distinctes et à proximité d'équipements de protection incendie (extincteurs à poudre).

Les autres mesures suivantes seront mises en œuvre :

- équipements utilisés adaptés aux zones à risques susceptibles de présenter des atmosphères à risques d'explosion (zones ATEX). Les équipements à risque seront mis à la terre ;
- élaboration de procédure d'intervention pour gérer un sinistre ;
- mise en place d'autorisation de travail et, selon les cas de permis de feu, avant tout travaux ;
- élaboration d'un plan de prévention en cas d'intervention d'une entreprise extérieure (notamment pour les opérations de dépollution) ;
- formation du personnel aux situations d'urgence ;
- mise en place d'une clôture mobile sur le périmètre de la zone d'exploitation afin d'isoler le site des autres activités de l'aire de carénage. Les bennes et containers à déchets seront propres à AUBORD RECYCLAGE et seront situés à l'intérieur du périmètre clôturé ;
- interdiction de fumer hors des zones dédiées ;
- zone de distribution de carburant balisée et signalée pendant la durée des opérations ;
- pas de stockage sur les zones de circulation ;
- contrôle périodique par un organisme de contrôle des équipements utilisés pour le hissage des bateaux.

#### **4-6 – déversements accidentels**

Des risques de déversements accidentels de produits polluants sont également à redouter lors des opérations de dépollution et de nettoyage des cales des bateaux ou peuvent être liés aux stockages des déchets issus de la dépollution.

Afin de prévenir ce risque, les déchets seront stockés dans des contenants adaptés (containers étanches pour les batteries, rétentions pour les effluents issus de la dépollution). Le groupe électrogène fonctionnant au gasoil disposera d'une capacité de rétention.

AUBORD RECYCLAGE rappelle également que l'aire de carénage est imperméabilisée et reliée à un caniveau de rétention. Une consigne d'intervention en cas d'accident / incident sera mise en place précisant que la pompe de relevage associée au séparateur à hydrocarbures doit être arrêtée en cas de risque de déversement accidentel ou d'incendie. Cette manœuvre doit permettre de confiner les effluents pollués.

## **5 - CONSULTATION ET ENQUETE PUBLIQUE**

### **5-1 - Enquête publique**

Compte tenu du caractère temporaire de l'activité sollicitée, conformément aux dispositions de l'article R512-37 du code de l'environnement, la demande n'a pas été soumise à enquête publique et il n'a pas été procédé aux consultations du conseil municipal de Sète et des services prévues aux articles R 512-20, R 512-21, R 512-23, R 512-40 et R 512-41 du code de l'environnement.

Les services suivants ont toutefois fait l'objet d'une consultation : ARS, DREAL (service de la Police de l'Eau marines et lagunaires), SDIS, DDTM (service prévention des risques naturels et technologiques), DDTM34/DIR.

### **5-2 - Avis des services consultés**

#### **■ Avis de l'ARS :**

L'agence régionale de la santé a indiqué, par courrier du 1er mars 2012, que l'évaluation des risques sanitaires de l'activité sollicitée par AUBORD RECYCLAGE n'appelle pas de commentaire. Elle a toutefois signalé que les nuisances sonores, olfactives et visuelles susceptibles d'être engendrées de par l'usage de chalumeaux et autres outils de découpage des matériaux pourraient avoir été sous-évaluées.

#### **■ Avis DREAL - Police de l'Eau (eaux marines et lagunaires) :**

Les services de la Police de l'Eau de la DREAL ont émis, par note du 12 mars 2012, des observations. Ces remarques portent notamment sur les points suivants :

- dépollution préalable des déchets liquides des bateaux par une entreprise agréée : il est rappelé l'existence d'un plan de réception et de traitement des déchets d'exploitation des navires et des résidus de cargaison. Ce plan doit être établi par l'autorité portuaire en application de l'article R 611-4 du code des ports maritimes. Ce plan fait l'objet d'un réexamen par l'autorité portuaire tous les trois ans. Son contenu doit être conforme à l'arrêté du 21 juillet 2004. La circulaire n° 2006-89 du 14 septembre 2006 relative à la mise en œuvre de la directive 2000/59/CE du 27 novembre 2000, précise dans son annexe III le contenu du plan, par un document type. Le plan doit être approuvé par un acte de l'exécutif de la collectivité territoriale compétente. Les collectivités territoriales sont responsables, en tant qu'autorités portuaires de l'application de la directive européenne.
- Étude d'impact - qualité des eaux et des sédiments de la zone du Port de Sète : Des données du Réseau nationale de surveillance des Ports Maritimes, dénommé REPOM, plus récentes que celles prises par le pétitionnaire dans son étude d'impact, et spécifiques au Port de Sète existent. De plus, pour la qualité des

sédiments de la zone portuaire, des analyses ont été fournies en 2011 par la région Languedoc-Roussillon, pour des points plus proches de l'aire de carénage que ceux du REPOM.

- Risques de pollution des eaux pluviales : le dossier de demande d'autorisation initiale indique que le site sera gardé propre par nettoyage du sol. Il n'est pas indiqué de fréquence, ni la méthode de nettoyage. Compte tenu de l'absence de données réelles sur l'efficacité du dispositif caniveau et séparateur d'hydrocarbures de l'aire de carénage, il est préconisé de prescrire d'éviter l'utilisation d'eau pour le nettoyage des sols et d'assurer la propreté du site en cas d'alerte pluviométrique.

- Avis DDTM - service prévention des risques naturels et technologiques :

Le service prévention des risques naturels et technologiques de la DDTM ont été consultés sur la compatibilité du projet avec les dispositions du PPRI approuvé le 25 janvier 2012. Par courriel du 10 mai 2010, il confirme la comptabilité du projet s'agissant d'une activité liée au carénage et donc nécessitant la proximité de l'a mer.

- Avis DDTM/DIR :

Les service de la DDTM/DIR ont été consultés au regard du plan de sortie de flotte (PSF) pour les navires pêchant au chalut en Méditerranée pris en avril 2012.

Selon la DDTM/DIR, une douzaine de navires devraient demander à bénéficier du PSF. Aux termes de celui-ci, leur seule destination possible, si l'on excepte la remise gracieuse à l'Etat, est la destruction dans un délai nominal de six mois. La quasi-totalité d'entre eux étant immatriculée dans le ressort du quartier maritime de Sète, on peut légitimement penser que les opérations de démantèlement, à la charge des armateurs, se dérouleront sur l'aire de carénage du port. Compte tenu de ces contraintes, et du délai nécessaire à la réalisation de ces opérations, il apparaît indispensable de prendre toute mesure pour s'assurer de la disponibilité de celle-ci. Il est donc opportun d'accorder, sous réserve du respect des conditions réglementaires existantes, un agrément d'une durée de trois mois à la société Aubord Recyclage, qui est tout à fait compatible avec son plan de charge annoncé.

- Avis du SDIS :

Le Service départemental d'incendie et de secours de l'Hérault a émis par courrier du 07 juin 2012 un avis favorable sous réserve de la mise en œuvre des dispositions des prescriptions relatives à la défense extérieure contre l'incendie, la rétention des eaux d'extinction, l'accessibilité des engins de secours et de lutte contre l'incendie.

## **6 - ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

### **6-1 - Analyse des avis émis et réponses apportées**

Les observations formulées par l'ARS, le service de la Police de l'Eau (eaux marines et lagunaires) de la DREAL et le SDIS ont été transmises à la société AUBORD RECYCLAGE. Cette dernière a fourni, en réponse, un dossier complété de demande d'autorisation d'exploiter. Ainsi, les données plus récentes sur la qualité des eaux et des sédiments de la zone du Port de Sète ont été intégrées au dossier. S'agissant des modalités de nettoyage du site, le pétitionnaire a précisé que les nettoyages seront réalisés autant que de besoin, à l'aide de balayeuse ou d'équipement équivalent.

### **6-2 Avis de l'Inspection des Installations Classées**

Le projet envisagé se situe en zone industrielle portuaire. Les impacts induits par les activités sollicitées apparaissent modérés : absence de prélèvements d'eau dans le milieu naturel, pas de surface imperméabilisée supplémentaire, émissions atmosphériques faibles.

Les risques susceptibles d'être générés en cas d'accident restent quasi circonscrits à l'aire de carénage. La seule zone hors du site atteinte en cas d'incendie généralisé d'un bateau correspond à la mer Méditerranée.

Lors de l'instruction de la demande, des observations ont été formulées. Il résulte de l'examen de ces observations que soit elles ont été intégrés aux compléments fournis par le pétitionnaire soit elles peuvent être prises en compte au travers de prescriptions techniques.

Aussi, l'Inspection des Installations Classées a établi un projet de prescriptions techniques prenant en compte les observations formulées.

## **7 - CONCLUSION ET PROPOSITIONS**

Considérant :

- les remarques des différents services de l'État consultés et la prise en compte de leurs observations dans le projet d'arrêté ci-joint ;
- les mesures envisagées par l'exploitant ainsi que les dispositions techniques fixées par la réglementation en vigueur, afin de préserver les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement, reprises dans ce projet d'arrêté.

L'Inspection des Installations Classées propose aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques d'émettre un avis favorable sur ce projet sous réserve du respect des dispositions figurant dans le projet d'arrêté joint au présent rapport.

VU et transmis avec avis conforme  
Le Chef de l'Unité Territoriale

Marc MILLIET  
Ingénieur Divisionnaire de l'Industrie et des Mines

L'Inspecteur des Installations Classées

  
Célia DERONZIER



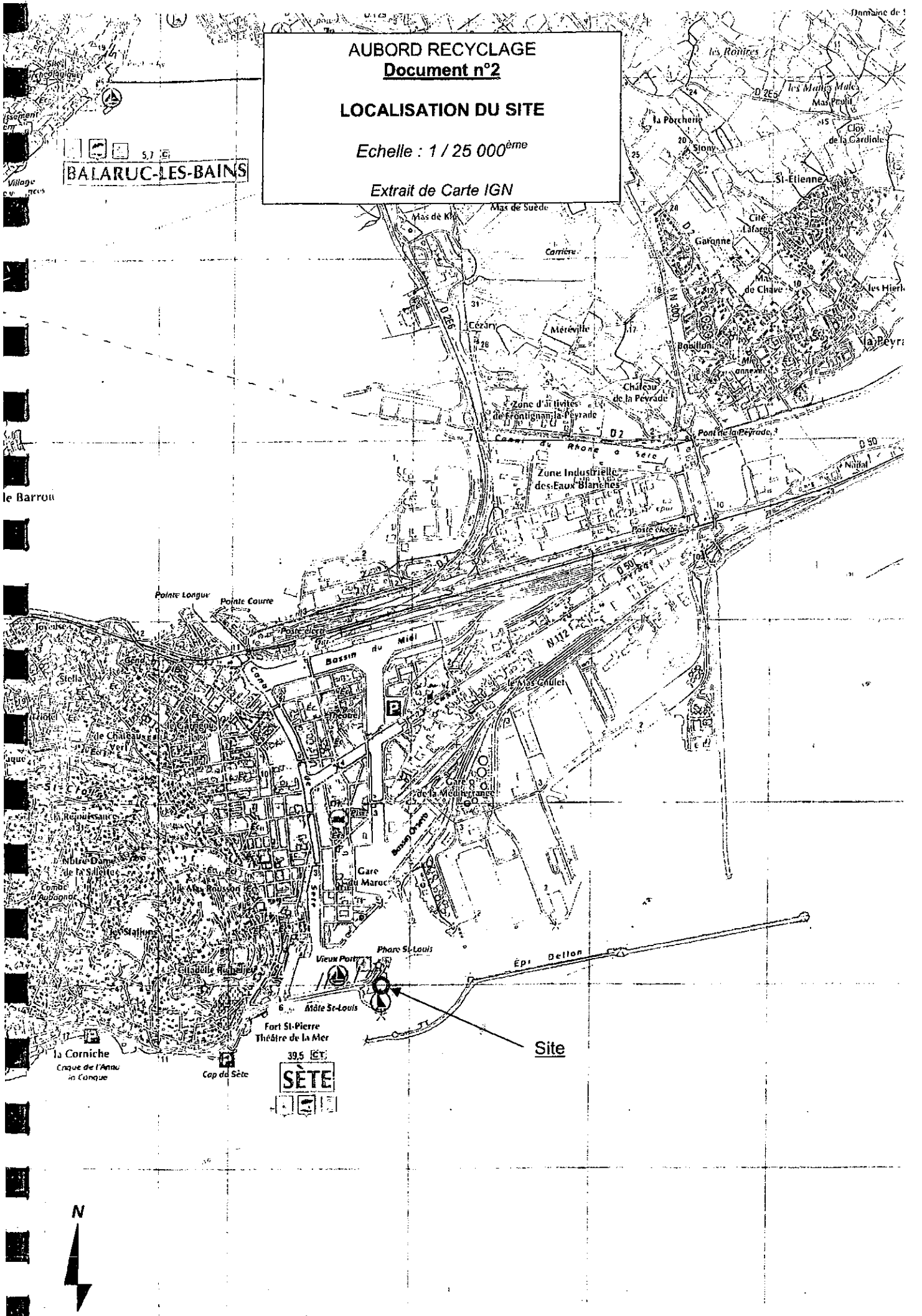


AUBORD RECYCLAGE  
Document n°2  
LOCALISATION DU SITE

Echelle : 1 / 25 000<sup>ème</sup>

Extrait de Carte IGN

BALARUC-LES-BAINS



le Barron

Site

N

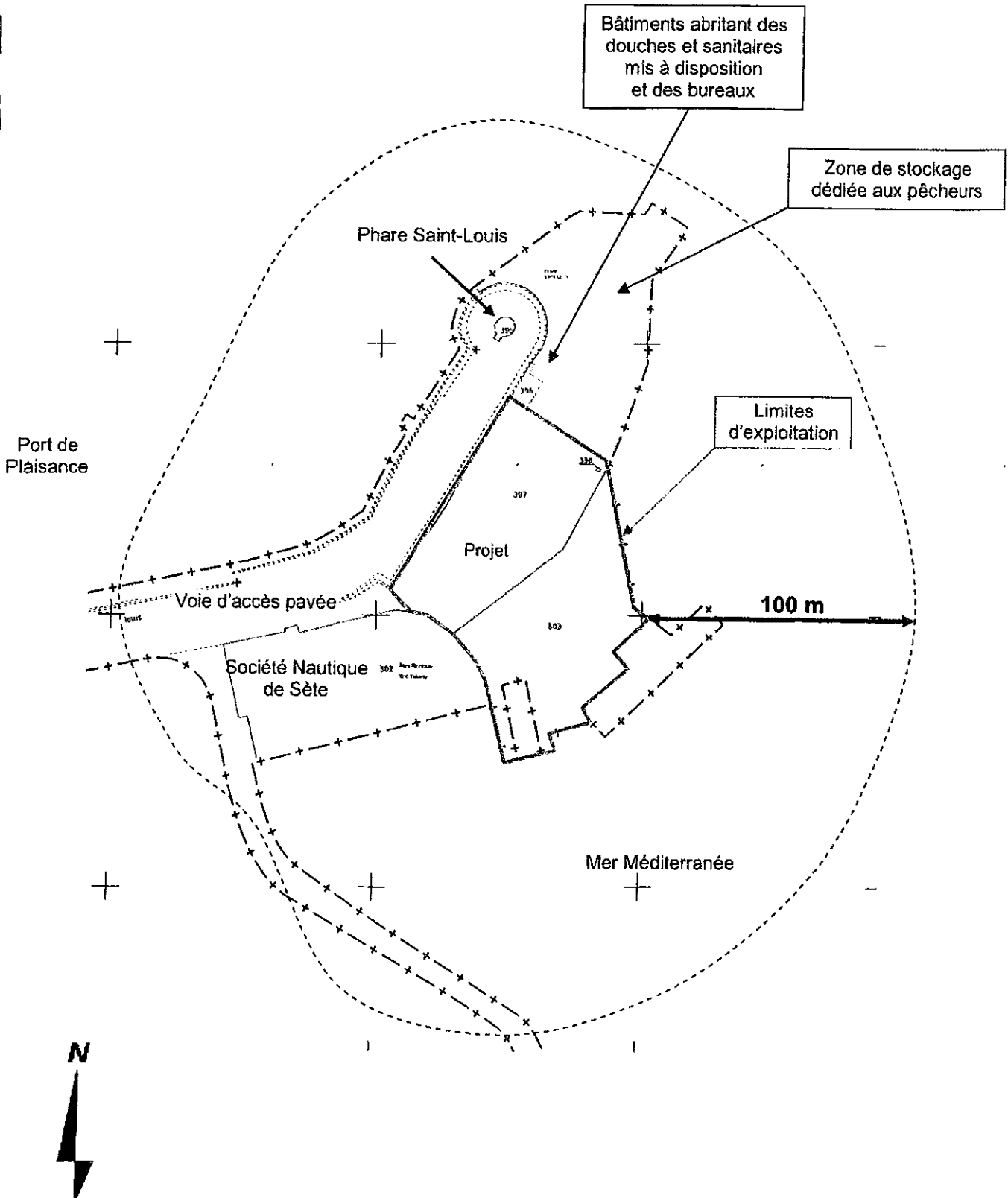


AUBORD RECYCLAGE

Document n° 3 :

Voisinage du Site dans un rayon  
De 100 m

Echelle : 1/2000<sup>ème</sup>



Département :  
HERAULT

Commune :  
SETE

Section : AN  
Feuille : 000 AN 01

Échelle d'origine : 1/1000  
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 02/12/2011  
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC43  
©2011 Ministère du budget, des comptes  
publics, de la fonction publique et de la réforme  
de l'Etat

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

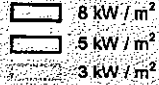
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL INFORMATISÉ

AUBORD RECYCLAGE  
Document n°6

EFFETS THERMIQUES D'UN  
INCENDIE

Echelle : 1 / 1 000<sup>ème</sup>

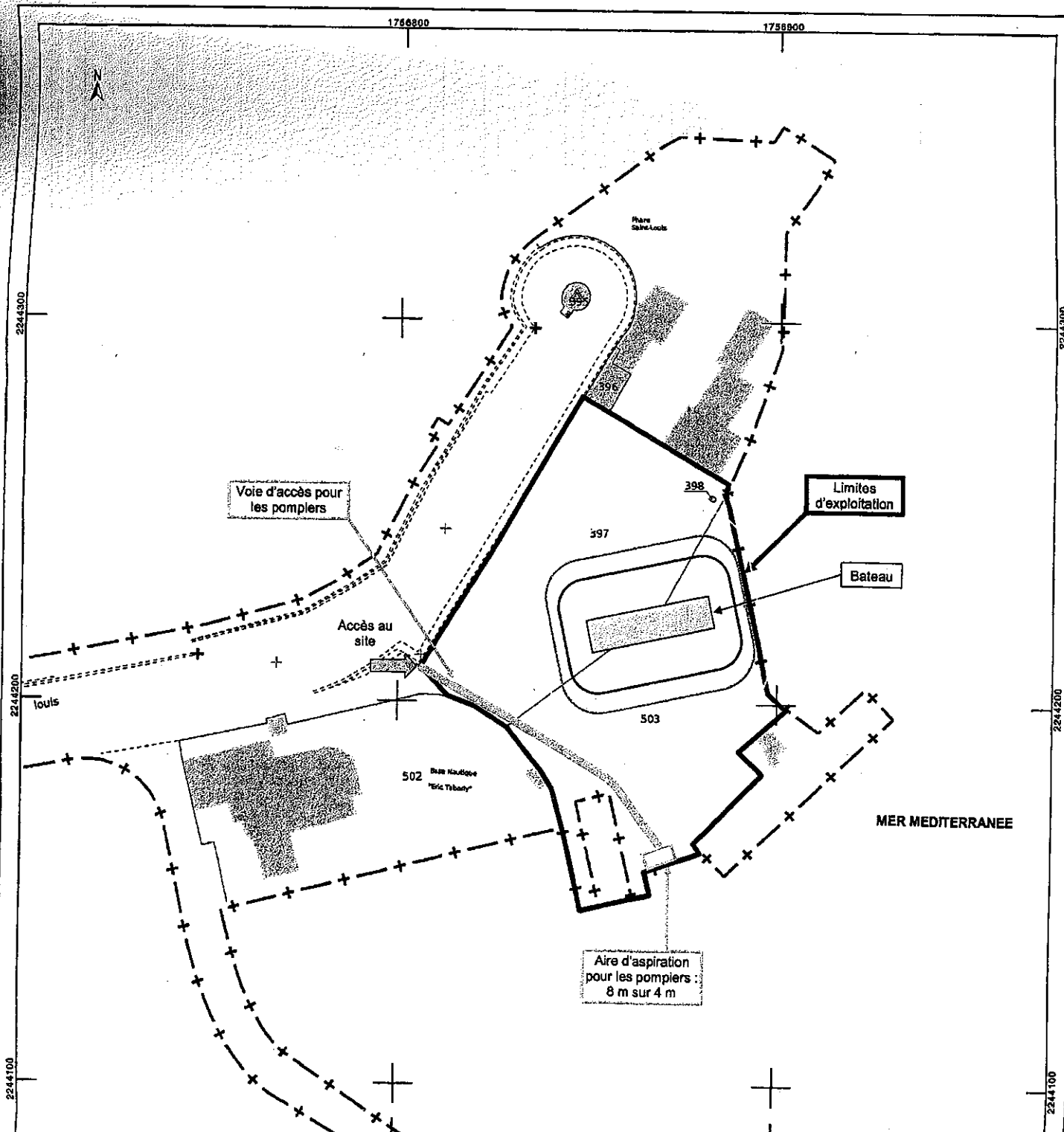
Flux  
thermique :



Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le  
centre des impôts foncier suivant :  
Montpellier 2  
Centre administratif CHAPTAL BP 90003  
34953  
34953 MONTPELLIER CEDEX 02  
tél. -fax

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr





**ARRETE PREFECTORAL N°**

**OBJET :** Installations Classées pour la protection de l'environnement  
AUBORD RECYCLAGE à SETE  
Autorisation temporaire d'exploiter une installation de démantèlement de bateaux sur le territoire de la commune de Sète, au Môle Saint Louis

**Le Préfet de la région Languedoc-Roussillon  
Préfet de l'Hérault**

Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V

Vu la demande présentée le 14 janvier 2012 (reçue en préfecture de l'Hérault le 02 février 2012, complétée le 16 avril 2012, par la société AUBORD RECYCLAGE dont le siège social est situé ZAC Grand Terre, rue Hubert Reeves 30 620 AUBORD en vue d'obtenir l'autorisation temporaire d'exploiter une installation de démantèlement de bateaux (thoniers et chaluts) sur le territoire de la commune de Sète, au Môle Saint Louis

Vu le dossier déposé à l'appui de sa demande

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés

Vu le rapport et les propositions en date du XXX 2012 de l'inspection des installations classées

Vu l'avis en date du XXX 2012 du CODERST au cours duquel le demandeur a été entendu (a eu la possibilité d'être entendu)

Vu le projet d'arrêté porté le XXX 2012 à la connaissance du demandeur

Vu les observations présentées par le demandeur sur ce projet par ..... en date du XXX 2012

CONSIDERANT la qualité, la vocation et l'utilisation des milieux environnants ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, les modalités d'implantation, prévues dans le dossier de demande d'autorisation permettent de limiter les inconvénients et dangers ;

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L. 512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDERANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

Le pétitionnaire entendu,

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture,

## ARRÊTE

<b>TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES .....</b>	<b>3</b>
CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION.....	3
CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS.....	3
CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION .....	6
CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION.....	6
CHAPITRE 1.5 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ.....	7
CHAPITRE 1.6 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS .....	7
<b>TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT.....</b>	<b>8</b>
CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS.....	8
CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES .....	8
CHAPITRE 2.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE.....	8
CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU.....	9
CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS.....	9
CHAPITRE 2.6 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION .....	9
CHAPITRE 2.7 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION .....	9
<b>TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE .....</b>	<b>10</b>
CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS .....	10
<b>TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES .....</b>	<b>11</b>
CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU .....	11
CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES.....	11
CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU .....	12
<b>TITRE 5 - DÉCHETS .....</b>	<b>14</b>
CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION.....	14
<b>TITRE 6 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS.....</b>	<b>17</b>
CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	17
CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES .....	17
CHAPITRE 6.3 VIBRATIONS .....	18
<b>TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES .....</b>	<b>18</b>
CHAPITRE 7.1 GENERALITES .....	19
CHAPITRE 7.2 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES.....	19
CHAPITRE 7.3 DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS.....	22
CHAPITRE 7.4 DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES .....	22
CHAPITRE 7.5 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION.....	23
CHAPITRE 7.6 DISPOSITIONS APPLICABLES À L'EMPLOI ET LE STOCKAGE D'OXYGÈNE ET DE PROPANE.....	24
<b>TITRE 8 – CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT.....</b>	<b>25</b>
CHAPITRE 8.1 PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES APPLICABLES A L'ACTIVITÉ DE DÉMANTÈLEMENT DES NAVIRES .....	25
<b>TITRE 9 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS.....</b>	<b>27</b>
CHAPITRE 9.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE .....	27
CHAPITRE 9.2 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE .....	27
CHAPITRE 9.3 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS.....	28
<b>TITRE 10 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITE-EXECUTION.....</b>	<b>28</b>

---

## **TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

---

### **CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION**

#### **ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION**

La société AUBORD RECYCLAGE dont le siège social est situé ZAC Grand Terre, rue Hubert Reeves, 30 620 AUBORD est autorisée, pour une durée de 3 mois, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Sète, au Môle Saint Louis, les installations détaillées dans les articles suivants.

#### **ARTICLE 1.1.2. INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION OU SOUMISES A ENREGISTREMENT**

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

### **CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS**

#### **ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

Rubrique	Alinéa	AS, A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Seuil du critère	Volume autorisé
2712	R=1 km	A	Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage.  La surface étant supérieure à 50 m <sup>2</sup> .	Opération de démantèlement des bateaux hors d'usage.  La surface du site est d'environ 6950 m <sup>2</sup> et la surface utilisée pour les opérations de démantèlement est de 3000 m <sup>2</sup> maximum.	> 50 m <sup>2</sup>	3000 m <sup>2</sup>
2795	2	DC	Installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de matières dangereuses au sens de la rubrique 1000 de la nomenclature des installations classées ou de déchets dangereux.  2. La quantité d'eau mise en œuvre étant inférieure à 20 m <sup>3</sup> /j.	Lavage des fonds de cales des bateaux. 1 m <sup>3</sup> /j sauf pour les bateaux accidentés n'ayant pu être dépollués préalablement à leur entrée sur l'aire de carénage : 15 m <sup>3</sup> /j	< 20 m <sup>3</sup> /j	1 m <sup>3</sup> /j en situation normale 15 m <sup>3</sup> /j pour les bateaux accidentés n'ayant pu être dépollués
1220		NC	Emploi et stockage d'oxygène.	3 cadres de 12 bouteilles d'oxygène pour les opérations de découpe.	< 2 tonnes	390 kg
1412		NC	Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature :  Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar (stockages réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température.	1 cadre de 12 bouteilles de propane pour des opérations de découpe.	≤ 6 tonnes	440 kg



1434	1	NC	Liquides inflammables (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435) : 1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles.	Alimentation en carburant de la pelle munie de la cisaille et du groupe électrogène	< 1m <sup>3</sup> /h	< 1m <sup>3</sup> /h
1532		NC	Bois sec ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des établissements recevant du public.	1 benne stockée à l'extérieur.	≤ 1000 m <sup>3</sup>	≤ 30 m <sup>3</sup>
2663	2	NC	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) : 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques.	1 benne stockée à l'extérieur.	< 1000m <sup>3</sup>	≤ 30 m <sup>3</sup>
2711		NC	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques.	1 benne stockée à l'extérieur.	< 100 m <sup>3</sup>	≤ 1 m <sup>3</sup>
2713		NC	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712.	Stockage de ferrailles et d'aluminium dans deux bennes de 30 et 10 m <sup>3</sup> . La surface dédiée au stockage est inférieure à 50 m <sup>2</sup> .	< 100 m <sup>2</sup>	< 50 m <sup>2</sup>

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

#### **ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT**

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelles	Lieux-dits
Sète	AN 397 et 503 en partie	Môle Saint Louis

Les installations citées à l'Article 1.2.1. ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté.

#### **ARTICLE 1.2.3. AUTRES LIMITES DE L'AUTORISATION**

La surface occupée par les installations reste inférieure à 3000 m<sup>2</sup>.

#### **ARTICLE 1.2.4. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES**

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- un bateau au maximum en cours de démantèlement ;
- un bateau au maximum en attente de démolition et en partie dépollué ;
- une aire de levage des bateaux ;
- des bennes ou containers permettant de stocker les déchets générés par les activités ;
- des postes à découper mobiles utilisant du propane et de l'oxygène ;
- une cisaille utilisée pour les opérations de démantèlement.

### **CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION**

#### **ARTICLE 1.3.1. CONFORMITÉ**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

L'exploitant transmet dans un délai d'un mois à compter à partir de la mise en service des installations, un rapport de vérification de la conformité des installations aux prescriptions du présent arrêté.

### **CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION**

#### **ARTICLE 1.4.1. DURÉE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

## **CHAPITRE 1.5 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ**

### **ARTICLE 1.5.1. PORTER À CONNAISSANCE**

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### **ARTICLE 1.5.2. EQUIPEMENTS ABANDONNÉS**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

### **ARTICLE 1.5.3. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT**

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

### **ARTICLE 1.5.4. CHANGEMENT D'EXPLOITANT**

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

### **ARTICLE 1.5.5. CESSATION D'ACTIVITÉ**

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant : usage industriel.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon le(s) usage(s) prévu(s) au premier alinéa du présent article.

## **CHAPITRE 1.6 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS**

### **ARTICLE 1.6.1. RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS**

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression, le code des Ports maritimes, le plan de Réception et de Traitement des déchets d'exploitation des navires et des résidus de cargaison du Port de Sète approuvé par la Région Languedoc Roussillon, en tant qu'Autorité Portuaire, le 28 janvier 2011.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

---

## TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

---

### CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

#### ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

#### ARTICLE 2.1.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

### CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

#### ARTICLE 2.2.1. RÉSERVES DE PRODUITS

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que produits absorbants...

### CHAPITRE 2.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

#### ARTICLE 2.3.1. PROPRETÉ

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les nettoyages sont effectués au moyen de balayeuse ou d'équipement équivalent. L'utilisation de l'eau est interdite pour le nettoyage du site.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.

## **CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU**

### **ARTICLE 2.4.1. DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU**

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

## **CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS**

### **ARTICLE 2.5.1. DÉCLARATION ET RAPPORT**

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

## **CHAPITRE 2.6 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION**

### **ARTICLE 2.6.1. RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant toute la durée de fonctionnement des installations.

## **CHAPITRE 2.7 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION**

### **ARTICLE 2.7.1. RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION**

L'exploitant transmet à l'inspection les documents suivants :

Articles	Contrôles à effectuer	Périodicité du contrôle
Article 9.2.3.	Niveaux sonores	dans les 10 jours à compter du démarrage du démantèlement du 1er bateau
Article 9.2.1	Eaux résiduelles	dans les 10 jours suivant le démarrage de chaque chantier de démantèlement.

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
Article 1.3.1	Bilan de conformité	Dans un délai d'un mois à compter à partir de la mise en service des installations
Article 1.5.5	Notification de mise à l'arrêt définitif	Avant la date de cessation d'activité
Article 7.5.5	Plan de crise inondation	Avant la mise en service des installations
Article 9.3.2	Rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées au CHAPITRE 9.2.	A la fin de chaque démantèlement de bateau

## **TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE**

### **CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS**

#### **ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie.

#### **ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique.

#### **ARTICLE 3.1.3. ODEURS**

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

#### **ARTICLE 3.1.4. VOIES DE CIRCULATION**

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation ;
- La vitesse de circulation des poids lourds est limitée ;
- Les camions en attente sont tenus de couper leur moteur.

#### **ARTICLE 3.1.5. EMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES**

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés.

---

## **TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES**

---

### **CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU**

#### **ARTICLE 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU**

Aucun prélèvement d'eau dans le milieu n'est autorisé, sauf ceux qui s'avèrent liés à la lutte contre un incendie.

### **CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES**

#### **ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'Article 4.3.1. ou non conforme aux dispositions du chapitre 4.3 est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

#### **ARTICLE 4.2.2. PLAN DES RÉSEAUX**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

#### **ARTICLE 4.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE**

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

#### **ARTICLE 4.2.4. PROTECTION DES RÉSEAUX INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT**

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

##### **Article 4.2.4.1. Isolement avec les milieux**

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

### **CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU**

#### **ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS**

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

1. les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (eau de ruissellement) provenant de l'aire de carénage.

#### **ARTICLE 4.3.2. COLLECTE DES EFFLUENTS**

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans les) nappes d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

#### **ARTICLE 4.3.3. GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT**

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les installations concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).



#### ARTICLE 4.3.4. ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées par ruissellement sur l'aire de carénage sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un séparateur permettant de traiter les polluants en présence.

Le caniveau de collecte, le poste de relevage et le séparateur sont nettoyés par une société dûment compétente autant que nécessaire et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste notamment au pompage des hydrocarbures, des boues et des sédiments. La vérification du bon fonctionnement du poste de relevage et des utilités associées est également contrôlée par une société compétente au moins deux fois par an.

Les fiches de suivi du nettoyage du caniveau, du poste de relevage et du séparateur, et les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### ARTICLE 4.3.5. LOCALISATION DES POINTS DE REJET

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

Numéros du point de rejet	Nature des effluents	Traitement avant rejet	Milieu récepteur
1	Eau de ruissellement sur l'aire de carénage	Décanteur, séparateur hydrocarbures	Mer Méditerranée

#### ARTICLE 4.3.6. CONCEPTION, AMÉNAGEMENT ET EQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET

##### **Article 4.3.6.1. Conception**

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à :

- réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci,
- ne pas gêner la navigation.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

##### **Article 4.3.6.2. Aménagement**

###### 4.3.6.2.1 Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

#### ARTICLE 4.3.7. CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : 30 °C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l

#### ARTICLE 4.3.8. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX RÉSIDUAIRES AVANT REJET DANS LE MILIEU NATUREL

##### *Article 4.3.8.1. Rejets dans le milieu naturel*

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Paramètres	Concentrations
MES	100 mg/l
Hydrocarbures totaux	5 mg/l
HAP	0,05 mg/l
Métaux totaux	15 mg/l
PCB	0,05 mg/l
Composés du tributylétain	0,05 mg/l

---

## TITRE 5 - DÉCHETS

---

### CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION

#### ARTICLE 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
  - a) la préparation en vue de la réutilisation ;
  - b) le recyclage ;
  - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
  - d) l'élimination .

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

#### ARTICLE 5.1.2. SÉPARATION DES DÉCHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 et R. 543-40 du code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R. 43-66 à R. 543-72 du code de l'environnement.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du code de l'environnement.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-195 à R. 543-201 du code de l'environnement.

#### ARTICLE 5.1.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNES DES DÉCHETS

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et protégés des eaux météoriques.

De même, les moteurs et les batteries sont stockées sur des cuvettes de rétention étanches et protégés des eaux météoriques.

La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas les quantités suivantes :

- Bois non souillés : 1 benne maximum de 30 m<sup>3</sup> ;
- Plastiques : 1 benne maximum de 30 m<sup>3</sup> ;
- aluminium : 1 benne maximum de 30 m<sup>3</sup> ;
- ferrailles : 1 benne maximum de 30 m<sup>3</sup> ;
- fluides issus de la dépollution des bateaux (huiles, liquide de refroidissement, carburant ...) : aucun stockage sur site (pompage de ces déchets avant mise hors d'eau des bateaux). Seuls sont tolérés le stockage de fluides qui ne pouvaient être récupérés avant les opérations de démantèlement des navires. La quantité est limitée à 1 m<sup>3</sup>.
- Moteur : 1 container maximum étanche et fermé de 10 m<sup>3</sup> ;
- Bois souillés : 1 benne maximum de 10 m<sup>3</sup> ;
- Batterie : 1 box maximum de 1 m<sup>3</sup> ;
- DEEE : 1 benne maximum de 1 m<sup>3</sup> ;
- boues issues de curage du séparateur : évacuées lors du nettoyage des installations.

Une procédure interne à l'établissement organise la collecte, le tri, le stockage temporaire, le conditionnement, le transport et le mode d'élimination des déchets.

Les déchets sont évacués en flux tendu afin de limiter les quantités stockées sur le site.

#### **ARTICLE 5.1.4. DÉCHETS GERES À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT**

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

#### **ARTICLE 5.1.5. DÉCHETS GERES À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT**

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

#### **ARTICLE 5.1.6. TRANSPORT**

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

#### **ARTICLE 5.1.7. DÉCHETS PRODUITS PAR L'ÉTABLISSEMENT**

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont ceux listés à l'article 5.1.3.

---

## **TITRE 6 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS**

---

### **CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **ARTICLE 6.1.1. AMÉNAGEMENTS**

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

#### **ARTICLE 6.1.2. VÉHICULES ET ENGINES**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement.

#### **ARTICLE 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION**

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### **CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES**

#### **ARTICLE 6.2.1. VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE**

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les zones à émergence réglementée sont définies sur le plan annexé au présent arrêté.

#### ARTICLE 6.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT EN LIMITES D'EXPLOITATION

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible en limite de propriété	70 dB(A)	60 dB(A)

Une campagne de mesure de bruit permettant de vérifier le respect des valeurs limites fixées par le présent arrêté doit être effectuée dans les 10 jours à compter du démarrage du démantèlement du 1<sup>er</sup> bateau, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées.

## CHAPITRE 6.3 VIBRATIONS

### ARTICLE 6.3.1. VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

## TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

### CHAPITRE 7.1 GENERALITES

#### ARTICLE 7.1.1. LOCALISATION DES RISQUES

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.

Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

La zone de distribution de carburant est balisée et signalée pendant toute la durée des opérations de distribution de carburant.

#### **ARTICLE 7.1.2. ETAT DES STOCKS DE PRODUITS DANGEREUX**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

#### **ARTICLE 7.1.3. CONTRÔLE DES ACCES**

L'aire de démantèlement des bateaux est clôturée par des barrières mobiles afin d'isoler le site des autres activités de l'aire de carénage. Son accès est interdit à toute personne non autorisée. Les bennes et containers à déchets ainsi que les cadres d'oxygène et de propane sont propres à l'exploitant et sont situés à l'intérieur du périmètre clôturé.

#### **ARTICLE 7.1.4. CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT**

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. Aucun stockage ne soit être présent sur les zones de circulation.

#### **ARTICLE 7.1.5. ETUDE DE DANGERS**

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

## **CHAPITRE 7.2 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES**

### **ARTICLE 7.2.1. INTERVENTION DES SERVICES DE SECOURS**

#### ***Article 7.2.1.1. Accessibilité***

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

L'exploitant doit assurer en permanence l'accès des engins à l'aire de mise en aspiration du site par une voie engin.

Tout projet d'installation d'un portail automatique susceptible d'empêcher ou de retarder l'accès des engins de secours et de lutte contre l'incendie, l'acheminement des dévidoirs et des personnels à pied, sur les voies ou chemins, publics ou privés, nécessairement utilisés par les sapeurs-pompiers lors des interventions de secours pour leur permettre d'accéder au site est soumis au respect des dispositions ci-après :

- l'ouverture de tous portails à fonctionnement électrique ou non, devra pouvoir se faire directement de l'extérieur au moyen de la clé tricoise dont sont équipés tous les sapeurs-pompiers (clé  $\Delta$  de 11 mm) ;
- une platine « POMPIERS » est installée, accessible de l'extérieur. La manœuvre de ce verrou au moyen de la clé tricoise devra réaliser soit l'ouverture automatique du portail, soit la coupure de son alimentation électrique, et donc par conséquence permettre son ouverture manuelle immédiate.
- Les portails à fonctionnement électrique doivent être déverrouillés automatiquement en cas de coupure d'électricité et permettre ainsi leur ouverture manuellement ;

L'accueil des secours doit être assuré, pour toute intervention, à l'entrée de l'établissement, par l'appelant des secours ou la personne désignée. L'exploitant doit donc rédiger dans les règlements intérieurs et afficher sur le site, à la vue de tous les salariés, des consignes précisant cette obligation.

#### **Article 7.2.1.2. Accessibilité des engins à proximité de l'installation**

Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le demi-périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.

Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 3 mètres,
- la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres,
- et la pente inférieure à 15%,
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de  $S = 15/R$  mètres est ajoutée,
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum,
- chaque point du demi-périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie,
- aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation et la voie engin.

En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engin permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.

#### **Article 7.2.1.3. Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site**

Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :

- largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engin,
- longueur minimale de 10 mètres,
- présentant à minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ».



#### **Article 7.2.1.4. Établissement du dispositif hydraulique depuis les engins**

A partir de chaque voie « engins » est prévu un accès à toutes les issues du site ou au moins à deux côtés opposés de l'installation par un chemin stabilisé de 1,40 mètres de large au minimum.

#### **ARTICLE 7.2.2. MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans du site facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ;
- d'une aire d'aspiration dimensionnée pour accueillir un fourgon de pompage ayant un débit unitaire de 2 000 l/minute. Cette aire doit présenter les caractéristiques suivantes :
  - o superficie minimale de 32 m<sup>2</sup> (8 mètres de long × 4 mètres de large) ;
  - o sol stable de force portante 160 kN (90 kN par essieu) ;
  - o caniveau centrale permettant l'évacuation des eaux de refroidissement vers le plan d'eau ;
  - o pente de 2 cm/m en direction du plan d'eau ;
  - o petit talus maçonné en bord de quai ;
  - o stationnement interdit avec panneau réglementaire « réservé pompiers » avec matérialisation au sol ;
  - o l'aire doit être implantée en dehors de flux thermique de 3 kw/m<sup>2</sup> générés en cas d'incendie d'installations sur ou à proximité du site.

Cette aire devra être réceptionnée par le SDIS.

L'installation est également dotée :

- d'extincteurs répartis sur le site dans les lieux présentant des risques spécifiques, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

L'exploitant doit faire parvenir au chef de Centre des Sapeurs-pompiers de Sète, en un exemplaire, avant mise en service des installations :

- le plan de quartier au 1/2000<sup>ème</sup> mentionnant l'emplacement des poteaux d'incendie, de l'aire d'aspiration ;
- le plan de masse parcellaire au 1/200<sup>ème</sup> ;
- la copie des plans qui devront être affichés dans l'entrée du bâtiment ainsi que des consignes de sécurité incendie.

#### **ARTICLE 7.2.3. TUYAUTERIES**

Les tuyauteries de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examen périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.

## CHAPITRE 7.3 DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS

### ARTICLE 7.3.1. MATÉRIELS UTILISABLES EN ATMOSPHÈRES EXPLOSIBLES

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 7.1.1 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 susvisé.

### ARTICLE 7.3.2. INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

## CHAPITRE 7.4 DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

### ARTICLE 7.4.1. RETENTIONS ET CONFINEMENT

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

Le groupe électrogène doit être disposé sur une rétention.

Les emplacements affectés au démontage et à l'entreposage des moteurs, des pièces susceptibles de contenir des fluides, des pièces métalliques enduites de graisses, des huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers, sont revêtus de surface imperméable avec dispositifs de rétention.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

III. Le sol des aires de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les égouttures liées aux opérations de distribution de carburant doivent être collectées dans une rétention.

IV. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Le volume minimum de confinement des eaux d'incendie doit être de 150 m<sup>3</sup>.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

## **CHAPITRE 7.5 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION**

### **ARTICLE 7.5.1. SURVEILLANCE DE L'INSTALLATION**

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

### **ARTICLE 7.5.2. TRAVAUX**

Dans les parties de l'installation recensées à l'article 7.1.1, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » (*pour une intervention sans flamme et sans source de chaleur*) et éventuellement d'un « permis de feu » (*pour une intervention avec source de chaleur ou flamme*) et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

### **ARTICLE 7.5.3. VÉRIFICATION PÉRIODIQUE ET MAINTENANCE DES ÉQUIPEMENTS**

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des éventuelles installations électriques, conformément aux référentiels en vigueur.

L'exploitant s'assure également que les équipements utilisés pour le hissage des bateaux sont périodiquement contrôlés conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

#### **ARTICLE 7.5.4. CONSIGNES D'EXPLOITATION**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, pompe de relevage),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses,
- les modalités de mise en œuvre de l'arrêt de la pompe de relevage associée au séparateur à hydrocarbures, en cas de déversement accidentel ou de départ d'incendie, afin de confiner les effluents pollués,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

#### **ARTICLE 7.5.5. RISQUE INONDATION**

Un plan de crise inondation est établi. Ce plan comportera les modalités d'accès de l'exploitant aux côtes d'alerte, les mesures à prendre dès le début de la montée des eaux, les fiches réflexes « actions à mettre en œuvre » pour notamment mettre en sécurité le site, évacuer les contenants dangereux, nettoyer le site en cas d'alerte pluviométrique.

Ce plan est établi et transmis à l'inspection des installations classées avant la mise en service des installations.

### **CHAPITRE 7.6 DISPOSITIONS APPLICABLES À L'EMPLOI ET LE STOCKAGE D'OXYGÈNE ET DE PROPANE**

#### **ARTICLE 7.6.1. EMPLOI ET STOCKAGE D'OXYGÈNE ET DE PROPANE**

Le nombre de bouteilles d'oxygène et de propane doit être réduit au strict nécessaire pour l'exploitation des installations.

Aucun gaz inflammable n'est stocké à moins de 5 m de l'aire de stockage des bouteilles d'oxygène.

Le stockage en rack des bouteilles d'oxygène et de propane est localisé sur deux zones distinctes, à l'abri des chocs, et à proximité d'équipements de protection incendie (extincteurs à poudre notamment).

Les installations de stockage d'oxygène et de propane ne doivent pas être stockées à l'intérieur des flux thermiques (y compris 3 kW/m<sup>2</sup>) générés en cas d'incendie d'installations sur ou à proximité du site.

---

## **TITRE 8 – CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT**

---

### **CHAPITRE 8.1 PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES APPLICABLES A L'ACTIVITÉ DE DÉMANTÈLEMENT DES NAVIRES**

#### **ARTICLE 8.1.1. ADMISSION DES NAVIRES (HORS CAS D'UN NAVIRE ACCIDENTÉ)**

Les opérations de dépollution des bateaux concernant les fluides accessibles sans déconstruction des bateaux, sont réalisées avant l'entrée des navires sur le site. Seuls les bateaux débarrassés de leurs graisses, huiles, hydrocarbures, produits chimiques, liquides de refroidissement (et tout autre fluide) et de leur amiante sont admis sur le site.

Ne peuvent être admis que les bateaux ayant un poids inférieur à 180 tonnes, une largeur maximum de 8,40 mètres et une longueur n'excédant pas 33 mètres. Les opérations de levage sont interdite en cas de vitesse de vent supérieure à 25 m/s.

Chaque entrée de bateau fait l'objet d'un enregistrement de la part de l'exploitant précisant la date, l'heure, la provenance, les dimensions du navire et le type de coques (bois, métal, plastiques...). Ce registre précise la date de début et de fin des opérations de déconstruction.

Avant le démarrage des opérations de démantèlement, un organisme expert effectue un diagnostic sur la présence d'amiante, de peintures à base de plomb ou de trybutylétain et fournit un certificat attestant de la non présence de ces composés.

#### **ARTICLE 8.1.2. PREPARATION DES ZONES A DEMANTELER**

Le nombre maximum de navires pouvant être déconstruits ou en attente de déconstruction en même temps sur le site est de 2.

Avant le début des opérations de démantèlement dans une zone du navire, celle-ci fait l'objet d'un repérage visant notamment à détecter des compartiments contenant des produits dangereux (qui n'ont pas été supprimés lors de l'opération décrite à l'article précédent), qu'ils soient solides, liquides ou gazeux.

L'exploitant prend toutes les dispositions pour mettre en sécurité et dépolluer la zone.

Les distances minimales suivantes seront respectées entre les bateaux et vis-à-vis du poste d'avitaillement :

- 11 mètres par rapport à la longueur ;
- 7 mètres par rapport à la largeur.

Les bennes et containers de stockage sont implantés en-dehors des flux thermiques de 8 kW/m<sup>2</sup> générés en cas d'incendie d'installations sur ou à proximité du site.

#### **ARTICLE 8.1.3. DESCONSTRUCTION**

Les fluides n'ayant pu être éliminés avant la déconstruction des bateaux, sont pompés sur le site. Les opérations suivantes sont alors réalisées par une entreprise spécialisée :

- pompage des effluents (eaux hydrocarbonées) à l'aide d'un camion de pompage. Les effluents seront envoyés vers un centre de traitement agréé ;

- nettoyage de l'intérieur du bateau à l'aide d'eau et de produits nettoyants spécifiques ;
- pompage des effluents de nettoyage à l'aide d'un camion de pompage. Les effluents seront envoyés vers un centre de traitement agréé.

Les opérations de nettoyage des cales sont réalisées en circuit fermé (pas de prélèvement d'eau dans le milieu). Ces opérations donnent lieu à l'établissement de certificats de nettoyage, de dégazage et d'inertage.

Les opérations de découpe des pièces par chalumeau ou à l'aide d'une cisaille ont lieu après la phase d'inertage du bateau. Le démantèlement vertical est interdit sauf s'il est fait manuellement.

Les opérations de sablage, de décapage ou d'application de peinture sont interdites sur le site de démantèlement des bateaux.

L'utilisation d'engins sur chenilles est interdite.

L'activité en dehors des périodes de jour est interdite.

#### **ARTICLE 8.1.4. DECOUVERTE DE PRESENCE D'AMIANTE, DE PEINTURES À BASE DE PLOMB OU DE TRYBULTYLÉTAIN**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour s'assurer que les parties susceptibles de contenir de l'amiante soient identifiées, stockées dans des conditions permettant de se prémunir contre tout risque de dissémination d'amiante et isolées du reste des déchets avant les opérations de désamiantage. Les opérations de désamiantage seront réalisées en conformité avec les exigences fixées par le code du travail et seront menées par des organismes qualifiés et compétents pour ce type d'opération.

Dans le cas où des produits contenant des peintures à base de plomb ou de trybutylétain seraient découverts au moment de la déconstruction, l'exploitant doit faire appel à une entreprise spécialisée et agréée pour leur récupération.

Les déchets contenant ces composés sont éliminés dans des centres agréés et une comptabilité précise de ces déchets est tenue à jour.

#### **ARTICLE 8.1.5. DECOUVERTE DE FLUIDE**

Si, au cours des opérations de démantèlement des navires, des fluides sont mis au jour, l'exploitant doit mettre en œuvre les moyens permettant de récupérer ces fluides et de les gérer selon les dispositions du présent arrêté (stockage, élimination).

---

## TITRE 9 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

---

### CHAPITRE 9.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

#### ARTICLE 9.1.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

### CHAPITRE 9.2 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE

#### ARTICLE 9.2.1. AUTO SURVEILLANCE DES EAUX RÉSIDUAIRES

##### ***Article 9.2.1.1. Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets***

Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre :

Les mesures de suivi de la qualité des eaux pluviales en sortie du séparateur d'hydrocarbures sur l'ensemble des paramètres listés à l'article 4.3.8.1 sont réalisées dans les 10 jours suivant le démarrage de chaque chantier de démantèlement.

#### ARTICLE 9.2.2. AUTO SURVEILLANCE DES DÉCHETS

##### ***Article 9.2.2.1. Analyse et transmission des résultats d'auto surveillance des déchets***

Les résultats de surveillance sont présentés selon un registre ou un modèle établi en accord avec l'inspection des installations classées ou conformément aux dispositions nationales lorsque le format est prédéfini. Ce récapitulatif prend en compte les types de déchets produits, les quantités et les filières d'élimination retenues.

#### ARTICLE 9.2.3. AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

##### ***Article 9.2.3.1. Mesures périodiques***

Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans les 10 jours à compter du démarrage du démantèlement du 1<sup>er</sup> bateau, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.

---

## **CHAPITRE 9.3 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS**

### **ARTICLE 9.3.1. ACTIONS CORRECTIVES**

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du CHAPITRE 9.2, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

### **ARTICLE 9.3.2. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE**

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant établit à la fin de chaque démantèlement de bateau un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées au CHAPITRE 9.2. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Il est adressé à la fin de chaque démantèlement de bateau à l'inspection des installations classées.

### **ARTICLE 9.3.3. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DES MESURES DE NIVEAUX SONORES**

Les résultats des mesures réalisées en application du CHAPITRE 9.2 sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

---

## **TITRE 10 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITE-EXECUTION**

---

### **ARTICLE 10.1.1. DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Montpellier :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.



**ARTICLE 10.1.2. PUBLICITE**

Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Sète pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de Sète fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture du xxx - l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société AUBORD RECYCLAGE.

Un avis au public sera inséré par les soins de la préfecture et aux frais de la société AUBORD RECYCLAGE dans deux journaux diffusés dans tout le département.

**ARTICLE 10.1.3. EXECUTION**

Le Secrétaire général de la préfecture de l'Hérault, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la Région Languedoc-Roussillon, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, Monsieur le Maire de Sète, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Maire de Sète et à la société AUBORD RECYCLAGE.

